

Postfax



No 35
Février 2007

POSTES

Editorial

Le climat entre le Comité de Direction de l'EP&T et le Syndicat des P&T devient de plus en plus tendu.

La stratégie du Comité de Direction est caractérisée par une politique de maximalisation des bénéfices qui n'est plus en aucun rapport avec le souci de la compétitivité des P&T. Sous prétexte d'un contexte économique concurrentiel très difficile, le Comité de Direction n'est guidé que par la seule recherche prégnante de performance économique, au détriment de la qualité de service et des conditions sociales au sein de l'Entreprise.

Il est rappelé dans ce contexte que l'Agenda 2007 retient uniquement comme principe directeur que l'EP&T doit produire un résultat financier positif pour l'ensemble de l'entreprise, et, à des degrés variables, pour chacune des trois divisions d'exploitation, sans pour autant se prononcer sur un quelconque ordre de grandeur dudit bénéfice.

Le Comité de Direction part de l'idée que l'Entreprise doit faire de gros bénéfices avant de contribuer à développer sa responsabilité sociale envers ses agents en activité et le personnel futur.

Or, cela est faux, c'est l'inverse. Quand l'Entreprise fait du profit, la question sociale doit être considérée comme un élément de base et non une conséquence ; une entreprise fait des bénéfices si les conditions sociales du personnel sont bonnes et motivantes.

Le défi consiste donc à aboutir à un équilibre d'un résultat financier satisfaisant avec la responsabilité sociale, équilibre qui n'existe plus auprès de l'EP&T.

Récemment le Comité de Direction a, selon ses termes, *dû constater que les efforts à réaliser au niveau des réductions d'effectifs ont atteint leurs limites et que des réductions supplémentaires se feront au détriment de la bonne exécution du travail et partant de la qualité de service presté.*

Cette prise de connaissance vient un peu tard, alors que la réduction de l'effectif de l'Entreprise et la sous-traitance de missions propres aux P&T à des firmes externes (pour pouvoir réduire davantage l'effectif des P&T) a d'ores et déjà conduit à une grave détérioration de la qualité de service.

Mais, au lieu de s'attaquer aux sources du problème, le Comité de Direction a trouvé la solution miracle : *l'impact de ces réductions (de l'effectif) sera amorti par des efforts entrepris en vue de réduire l'absentéisme.*

Quelle trouvaille ! Ce sont donc les agents qui sont trop souvent malades (ou ne faudra t'il pas plutôt dire rendus malades) qui sont responsables de la dégradation de la qualité de service.

Evidemment, c'est plus facile de culpabiliser le personnel que de reconnaître ses propres erreurs dans l'organisation et la gestion des services comme c'est le cas pour la réorganisation du centre de tri dont les défaillances ont valu à la Division des Postes des pénalités énormes pour retard de distribution du courrier international. De tout cela, le Comité de Direction ne parle pas ..ni même au Conseil d'Administration.

Après analyse de la situation, les représentants du personnel réunis en Conférence des Comités du Syndicat des P&T le 10 janvier 2007, ont pris la résolution reprise ci-contre.

R.H

Résolution

Les représentations agréées du personnel regroupées dans le Syndicat des P&T, réunies en conférence des comités en date du 10 janvier 2007:

- constatent que la stratégie de l'EP&T ne reflète plus qu'une logique basée exclusivement sur des paramètres de performance économique ;
- rappellent que cette logique n'est pas pertinente ou applicable sous cette forme à une entreprise publique au service de tous les publics
- se portent forts pour un service universel performant, accessible et à des prix abordables
- dans cet ordre d'idées, s'opposent
 - o au projet de fermeture de 66 des 105 bureaux de poste ;
 - o au remplacement des agents de guichet par des automates, des postshops ou des agents d'une société externe
 - o à la prolifération des postshops offrant un service limité
 - o externalisation ou filialisation de missions qui relèvent du métier des P&T ou de produits postaux et de télécommunications à valeur ajoutée
- refusent l'approche mercantiliste du Comité de Direction qui consiste à faire un maximum de profits au détriment de toutes considérations sociales
- déplorent le transfert de chiffre d'affaires et de bénéfice de l'EP&T vers des filiales au grand profit des partenaires privés
- critiquent la réduction démesurée de l'effectif sans prendre en considération les répercussions sur la qualité de service et les conditions de travail ;
- s'opposent au remplacement systématique des fonctionnaires en employés publics par des employés privés, avec comme objectif la mise à mort du statut des fonctionnaires auprès des P&T
- refusent que les agents postaux soient responsabilisés pour les graves défaillances organisationnelles du nouveau centre de tri
- constatent un grand malaise entre le Conseil d'Administration et le Comité de Direction

en conclusion

- ne sauraient exprimer leur confiance dans la gestion de l'Entreprise par le Comité de Direction,
- demandent un bilan de l'exécution par le Comité de Direction de l'Agenda 2007
- revendiquent l'élaboration d'un nouvel agenda 2008-2013 basée sur les 5 actuels principes directeurs avec une réforme et réorganisation du Comité de Direction

Pourquoi ne pas expliquer aux clients que le séquençement du courrier (courrier triés d'après le trajet exact effectué par le facteur) impose une rigueur stricte à respecter dans le déroulement des opérations.

Tous les envois reçus en journée et soirée doivent en effet être passés une première fois à la machine de tri au plus tard pour 22.30 heures. Ceci constitue une rupture avec les habitudes, alors qu'auparavant le courrier pouvait être évacué au besoin par un allongement des opérations de tri.

Avec le nouveau système de tri, plus aucun allongement n'est possible, de sorte que tout courrier qui arrive le soir après 22.30 heures n'est traité que le lendemain et n'est distribué que le 2^e jour suivant le jour du dépôt.

Eis post a ainsi raté l'occasion de se reconcilier avec les clients des services postaux en fournissant les éclaircissements requis et les informant qu'une réforme des services de distribution s'est imposée dans l'optique de la libéralisation complète des services postaux qui s'annonce pour 2009.

Dans ce contexte *eis post* aurait utilement pu fournir des explications sur ce projet de libéralisation de la Commission européenne avec tous les risques et conséquences pour le service postal universel. Entre-temps l'EP&T a publié une brochure avec les données techniques sur le service universel, sans pour autant faire état des enjeux de la future libéralisation.

Eis post a également négligé de mettre en exergue les énormes efforts du personnel et le grand dévouement du personnel du centre de tri, de la distribution et des services logistiques pour éviter le pire.

L'EP&T y a certainement renoncé parce qu'elle aurait dû relever que, depuis la mise en service du nouveau centre de tri, 800 heures supplémentaires par mois (chiffre officiel) ont dû être effectuées pour assurer un fonctionnement tant soit peu convenable.

Evidemment, il y a une simple raison à la base de ces heures supplémentaires : l'insuffisance de l'effectif, tant au niveau du tri que de celui de la distribution.

Evidemment, l'EP&T le conteste et affirme que les problèmes de démarrage étaient essentiellement dus

- à l'absence d'agents alors que les rôles de congé avaient été établis fin 2005 sur base de l'organisation valable à ce moment ;
- aux changements organisationnels au centre de tri qui étaient souvent le résultat de compromis trouvés avec les syndicats alors que les solutions retenues n'étaient pas favorables à l'organisation du centre.

En bref, selon l'EP&T ce sont les agents de l'exploitation postale et les syndicats qui sont responsables des défaillances dans l'organisation !!!

Or, les syndicats

1. ont depuis toujours rendu attentif au manque de personnel. L'EP&T a, dès la mise en route du tri séquentiel, réduit le nombre de tournées de distribution de 43 unités (en passant de 427 à 384) sans attendre que les économies théoriques attendues par la réorganisation se confirment dans la réalité.

Si l'EP&T annonce aujourd'hui que la nouvelle organisation n'est que provisoire dans la mesure où elle doit pouvoir être adaptée aux besoins réels constatés, il faut s'attendre à une nouvelle réduction de l'effectif plutôt qu'à une majoration ;

2. n'ont pas établi les rôles de congé et étaient même d'accord pour bloquer le congé pendant la période de démarrage du centre de tri. Dès lors, si dans le cafouillage de l'organisation, la mise en service n'a pas pu être réalisée au moment prévu lors de l'établissement des rôles de congé la faute ne peut être imputée qu'aux organisateurs du nouveau centre de tri ;
3. n'ont pas décidé de démonter dans l'ancien centre de tri à Luxembourg-Gare la machine de tri grand format pour la réinstaller à Bettembourg alors qu'on savait pertinemment qu'elle ne fonctionnait plus convenablement et que le constructeur n'assurait plus l'entretien et qu'on ne sait retrouver des pièces de rechange qu'au marché aux puces ;
4. n'ont pas été demandeur du séquençement du tri qui impose des délais stricts pour le dépôt du courrier, ce qui est à l'origine des retards de distribution.
5. n'ont jamais approuvé l'approche mercantiliste du Comité de Direction qui consiste à réduire, par tous les moyens, les frais du personnel en bas de la hiérarchie, alors que les agents en haut de l'échelle hiérarchique (y compris ceux qui sont responsables de la pagaille organisationnelle en question) s'accordent des avantages généreux.

Le reproche aux syndicats d'être à l'origine des défaillances organisationnelles doit avant tout être ressenti, comme un coup de pied, par la Délégation ouvrière (LCGB) qui, dans la phase préparatoire de la réorganisation, était toujours plus proche du Comité de Direction que de ses membres, et a accepté des pertes de salaires substantielles à moyen et à long terme, et qui a même donné son accord pour introduire dans une entreprise publique (fait unique au Luxembourg) des traitements calculés sur la base du salaire social minimum.

Quoiqu'il en soit, le nouveau Directeur des Postes, au lieu de décliner toute responsabilité et de se perdre dans des affirmations gratuites, devrait, une fois se rendre compte que, dans une entreprise privée, dont il voudrait copier les méthodes et procédures pour les introduire dans l'EP&T, il ne saurait échapper à ses responsabilités et devrait assumer toutes les conséquences de ce désastre organisationnel



Du nouveau chez "Vodafone live!" Le GSM remplace le walkman

An advertisement for Vodafone live!. It features a black and white photograph of two women at a party. The woman on the left is smiling and looking down at a Vodafone mobile phone. The woman on the right is looking towards the camera. In the top left corner, there is a logo for "Vodafone live!" with the text "Restez toujours au courant des soirées branchées." below it. In the bottom right corner, there are logos for "LUXGSM" and "vodafone". At the very bottom, there is a small logo for "P&T LUXEMBOURG" and the text "Téléphone gratuit 800 3483 www.vodafone.lu".

Dans cet article l'EP&T, fait état de toute la gamme de services que peut offrir le GSM ou, dans un proche avenir, l'UMTS.

Or, les produits décrits ne sont pas des services propres à l'EP&T, mais sont des produits offerts dans le cadre des partenariats avec l'opérateur britannique « Vodafone », un partenariat dont l'analyse du résultat du point de vue coût/bénéfice fait toujours défaut.

Il en est de même des chiffre d'affaires et bénéfice perdus par l'EP&T du fait de l'externalisation des services de téléphonie mobile à LuxGSM S.A., largement subventionnée par l'EP&T, mais dont les bénéfices réalisés reviennent à un partenaire privé dans un ordre de grandeur de 15 %.

Ceci est d'autant plus regrettable qu'un avenir radieux est assuré au téléphone portable intelligent qui, à côté du téléphone, sert de messagerie, d'agenda, de répertoire, d'appareil photographique, de baladeur musical, d'ordinateur de poche, de télévision, de visiophone, de console de jeux, de navigation GPS, d'accès Internet etc. En plus, avec la nouvelle génération UMTS, les téléphones mobiles intelligents bénéficieront de l'accès large bande.

Or, les futures recettes de ces produits et services, en pleine mutation et développement technologique, ne feront pas grossir le chiffre d'affaires et le résultat financier de l'EP&T puisqu'elles sont externalisées, au grand bénéfice de partenaires privés.

Le Comité de Direction, père spirituel de cette idée d'externalisation ne se gêne pourtant pas à lamenter que les recettes des télécommunications sont en régression et que, en conséquence, il faudra encore davantage réduire les frais de personnel.

Western Union

Fiabilité, rapidité, simplicité!

Western Union est le moyen le plus rapide d'envoyer de l'argent à travers le monde. Grâce à un réseau informatique performant et plus de 250 000 agences présentes dans plus de 200 pays et territoires, Western Union peut effectuer une transaction immédiate et confidentielle en quelques minutes.

Pour envoyer ou recevoir de l'argent au Luxembourg en profitant du réseau Western Union, il suffit de se rendre dans un des 105 bureaux de postes. Chaque transfert est identifié et protégé par un système de sécurité privé. Ainsi, l'expéditeur est assuré que l'argent qu'il envoie sera remis rapidement et intégralement au destinataire qu'il aura désigné.

eispost

Magazine d'information de P&TLuxembourg
Hiver 2006/07 // n° 49

Pour les fêtes de fin d'année, pensez à vos proches!

J'ENVOIE TOUTE MON AFFECTION

WESTERN UNION

Transfert d'argent rapide et sûr dans le monde.

P&T, le partenaire de Western Union au Luxembourg.

Division des Services Principaux, Poste - 1000 Luxembourg - Téléphone: 9002 9002 - www.dps.lu

P&T
LUXEMBOURG

Commentaire du Syndicat

Conformément à l'esprit mercantiliste qui hante le Comité de Direction, ***penser à ses proches*** et leur ***envoyer toute l'affection*** »

cela ne peut être qu'une affaire de sous

Au rendez-vous de l'Année culturelle 2007

P&T Luxembourg partenaire exclusif !



P&TLuxembourg est partenaire exclusif de « Luxembourg et Grande Région - Capitale européenne de la culture 2007 ».

Pour l'entreprise publique **et au service de tous les publics qu'est P&TLuxembourg,**

Le Syndicat prend acte que les P&T sont une entreprise publique au service de tous les publics

Quelle hypocrisie, quelle imposture de la part du Comité de Direction

- qui a proposé la fermeture de 66 des 105 bureaux de poste ;
- qui remplace l'agent de guichet par des automates, des postshop ou des agents d'une société externe (LuxGSM S.A) ;
- qui prône la prolifération de postshop offrant un service limité ;
- qui se propose d'externaliser les produits postaux à valeur ajoutée à des filiales qui ne sont pas soumises à des contraintes d'un service universel (service offert à tous et sur tout le territoire).

Nouveaux badges et autocollants P&T Un symbole fort

eispost

Magazine d'information de P&TLuxembourg
Hiver 2006/07 // n° 49



Au cours des dernières années, P&TLuxembourg a accru ses partenariats avec des sociétés privées. C'est pourquoi l'entreprise a décidé de doter dorénavant les employés de ces sociétés de badges permettant de les identifier en tant que mandataires de P&TLuxembourg. En outre, les véhicules de ces sociétés arborent un autocollant de P&TLuxembourg.

Ainsi, les clients pourront à l'avenir mieux identifier les prestataires au service de P&TLuxembourg. Si toutefois ces derniers n'affichent pas leur badge de manière bien visible, le client est en droit de demander à le voir.



Commentaire du Syndicat

Selon ses dires, l'EP&T a donc accru ses partenariats avec des sociétés privées.

En réalité ce ne sont pas des partenariats avec des sociétés privées, mais il s'agit tout simplement de travaux **en sous-traitance**, c'est-à-dire des travaux qui relèvent du métier de l'EP&T, mais dont l'exécution, pour des raisons financières, a été confiée à des firmes privées.

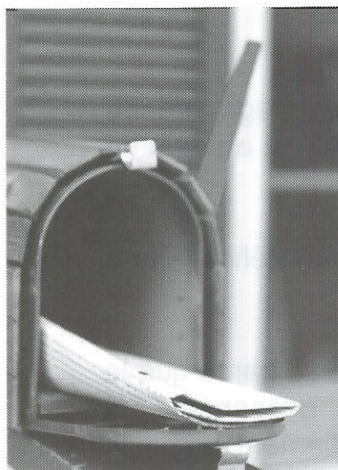
Pour l'EP&T cette manière de procéder constitue une solution de facilité dans la mesure où elle a, ni à se soucier des conditions de travail du personnel sous-traité, ni de vérifier s'il ne s'agit pas en l'occurrence de faux indépendants, ni de la qualité du service fourni,...puisque, en cas de problème, le personnel des P&T ira sur place pour tout remettre en ordre.

Avec un brin d'honnêteté intellectuelle il faudrait pour le moins indiquer sur les badges que porteront les prestataires du service, qu'il s'agit en l'occurrence d'agents d'une entreprise privée travaillant en sous-traitance pour le compte de l'EP&T.

Remarque Générale

Du point de vue du client, le magazine d'information grouille de notions techniques et fait usage d'une terminologie telles que PDA,s – réseau MPK – LuxembourgContact – Black Berry – Speedsurf/ClassicSurf – bande passante – applications domotiques – accounts e-mail- interphone - etc.

qui, à défaut de toute note explicative, doivent, pour une bonne partie des destinataires, à qui s'adresse *eis post*, rester incompréhensibles.



Distribution nocturne des quotidiens

Depuis le 10 juillet 2006, la messagerie postale assure, en exclusivité, la distribution des 6 quotidiens luxembourgeois (Luxemburger Wort, Tageblatt, Le Quotidien, La Voix du Luxembourg, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum lëtzebuerger Vollék).

A cet effet, les trois réseaux de distribution, exploités auparavant par l'imprimerie St Paul, Editpress et l'EP&T (porteurs de journaux et facteurs) ont été fusionnés.

Avec cette fusion des réseaux, une distribution nocturne par la messagerie postale entre 3 et 6.30 heures a été introduite; le transport des quotidiens aux centres de distribution postaux est assuré par le personnel de l'EP&T entre minuit et 3 heures du matin.

Tout d'abord, il faudra relever que cette distribution nocturne n'a pas été revendiquée par les abonnés, mais que c'était une idée des éditeurs qui voulaient que tout lecteur sur le territoire national dispose de son journal avant 6.30 heures du matin.

S'il est, des fois, fort agréable de pouvoir lire le journal au petit déjeuner, l'affaire se gâte toutefois dès qu'on passe à l'analyse pour savoir qui, en fin de compte, en paie les frais.

Jusqu'à la fusion des trois réseaux, les frais de la distribution effectuée par les P&T étaient à charge des éditeurs (par ailleurs largement subventionnés par l'Etat par le biais des aides à la presse) qui payaient une petite contribution par journal distribué, tandis que le reste des frais encourus par l'EP&T était à la charge de l'Etat qui considère la distribution des quotidiens comme une mission de service public qui doit être subventionnée pour garantir à tout citoyen et sur tout le territoire national des prix abordables.

Lors de la création du nouveau réseau, avec la distribution nocturne, et des frais afférents supplémentaires, l'Etat a fait savoir qu'il n'était pas prêt à majorer le plafond de sa participation financière d'antan. Les éditeurs étaient non plus disposés à prendre à leur charge les frais supplémentaires et ont fait du chantage en menaçant de créer leur propre réseau de distribution (de tout genre) en concurrence par rapport aux P&T.

L'EP&T s'est, une fois de plus, montrée piètre négociateur dès qu'il s'agit de faire valoir ses arguments vis-à-vis du secteur privé et a finalement cédé et a pris à sa charge les frais supplémentaires.

Comme en réalité l'EP&T n'était pas non plus prête à supporter le déficit, elle a décidé de récupérer ses frais sur le dos du personnel distributeur.

Selon le Comité de Direction, cette opération a pu être menée à bien parce que la Délégation ouvrière (LCGB) s'est montrée particulièrement raisonnable et complaisante et a accepté que les porteurs de journaux nouvellement engagés soient rémunérés sur base du salaire social minimum, soit la moitié des salaires des porteurs qui étaient déjà au service des P&T au moment de la réforme et qui, à fur et à mesure, seront remplacés par des agents moins payés.

Il s'ensuit que, pour un même travail, un porteur (ancien régime) touche entre 15 et 20 euros par heure, alors que son nouveau collègue, qui effectue le même travail pendant les mêmes heures, n'en touche que 9,08 euros par heure. Il y a même des porteurs au service de l'EP&T pendant des années en tant que remplaçant qui touchaient 20 euros par heure, qui sont maintenant définitivement engagés et, pour le même travail, ne gagnent que la moitié de ce qu'ils gagnaient auparavant, étant donné que l'EP&T considère leur engagement définitif comme nouvelle embauche.

En résumé, au lieu de faire payer les abonnés qui demandent et profitent de ce service spécial, ce sont donc en fin de compte

les porteurs de journaux qui paient les frais de la distribution nocturne

.....avec les compliments et complaisances du LCGB!



Quel futur pour le Secteur postal et le Service Universel

Le 18 octobre 2006, la Commission européenne a déposé une proposition d'ouverture totale à la concurrence des services postaux européens à partir du 1^{er} janvier 2009.

Le but affiché de la Commission est la suppression pure et simple des « monopoles postaux » de la levée, du tri, du transport et de la distribution des lettres d'un poids jusqu'à 50 grammes.

Cette proposition va à l'encontre de ce qui devrait être le principal objectif d'une nouvelle directive postale : la fourniture d'un service postal universel, garantissant l'accès de tous les citoyens, quelle que soit leur situation géographique, à des services postaux de qualité, à des prix abordables.

A l'heure actuelle l'obligation de fournir un service universel des services postaux et les est financièrement garantie par un monopole extrêmement restreint (courrier jusqu'à 50 gr) mais constitue le seul moyen d'en assurer un financement approprié. Au Luxembourg l'obligation de service universel incombe à l'EP&T conformément à l'article 17 de la loi du 15 décembre 2000 sur services financiers postaux.

En lieu et place du financement par le biais d'un service réservé, la Commission européenne fait différentes autres propositions :

- la création d'un fonds de compensation ;
- des subsides de l'Etat ;
- le système « play or pay » dans lequel chaque opérateur a une obligation de service universel de laquelle il peut se défaire en payant un certain montant ;
- la fourniture du service universel par le biais d'une soumission publique.

Le projet de directive propose des moyens de financement alternatifs sans les avoir fait analyser quant à leur praticabilité et leur efficacité. Les mettre en œuvre dans ces conditions exposerait les Etats membres au risque de se retrouver dans une situation de non-retour où le marché est complètement libéralisé et où le service universel n'est plus garanti.

La situation luxembourgeoise

Le marché postal luxembourgeois est très attractif pour tout opérateur postal.

En effet, le Luxembourg est le pays de l'Union Européenne avec l'une des plus grandes densités de la population et le plus haut taux de trafic postal par tête d'habitant.

Ces deux éléments constituent un attrait pour tout concurrent, car ils impliquent de faibles coûts par courrier traité pour tout acteur du marché qui peut se concentrer sur les parties les plus profitables de celui-ci (Luxembourg-ville, région du sud et zones industrielles), alors qu'il laisse le soin au prestataire du service universel de desservir les régions éloignées, peu peuplées et partant peu lucratives, sinon déficitaires.

Le Syndicat est particulièrement inquiet de l'impact de la proposition de la Commission européenne, à la fois au niveau du nombre et de la qualité des emplois.

Le métier postal, surtout celui de la distribution, se caractérise toujours par une forte activité manuelle et un service à la personne, c'est à dire un secteur important en matière d'emploi.

Or, de nombreux emplois ont été perdus depuis le lancement de la libéralisation des services postaux. La raison principale (la seconde raison étant l'automatisation et l'introduction de nouvelles technologies de tri) a été l'ouverture du marché.

Il est clair que cette politique crée des emplois instables avec de pauvres salaires et de mauvaises conditions de travail. Elle encourage la sous-traitance, les contrats de faux indépendants, et le dumping social.

L'EP&T et neuf autres opérateurs se sont concertés et se portent forts pour le maintien d'un service universel réservé qui est à l'heure actuelle le seul moyen adéquat et équitable afin de garantir le financement du service universel.

Le Syndicat revendique le maintien pur et simple du secteur réservé : il a sensibilisé les décideurs politiques par l'intermédiaire du communiqué repris ci-après.

En outre, il suit de près l'évolution du dossier par l'intermédiaire de son membre du comité, Raymond Hencks, qui a été nommé rapporteur de l'avis du Comité Economique et Social Européen à Bruxelles sur le projet de directive postale et qui, de ce fait, est en relation étroite avec les responsables de la Commission européenne et du Parlement européen.

Le Conseil des ministres européens a analysé une première fois le projet de directive en question en novembre 2006. A cette occasion le ministre luxembourgeois des communications, M Jean-Louis Schiltz s'est fait défenseur de la cause luxembourgeoise et a plaidé pour le maintien du service réservé.

affaire à suivre

Communiqué de presse

Conseil européen des ministres des communications

Dernière étape de la libéralisation des services postaux

Le Conseil des ministres européens des communications a analysé lors de sa réunion de lundi dernier le projet de directive « services postaux » par lequel la Commission européenne envisage l'ouverture totale du marché postal pour le 1^{er} janvier 2009 tout en affirmant sauvegarder un niveau commun de service universel dans ses dimensions actuelles, pour tous les utilisateurs, dans tous les Etats membres de l'Union.

Actuellement les Etats membres ont l'obligation de garantir à tous les utilisateurs un service universel à des prix abordables, garantissant tous les jours ouvrables, et pas moins de cinq jours par semaine, en tout point du territoire, au minimum

- une levée ;
- une distribution au domicile de chaque personne physique ou morale ;

comprenant au minimum les prestations suivantes :

- la levée, le tri, le transport et la distribution des envois postaux jusqu'à deux kilogrammes ;
- la levée, le tri, le transport et la distribution des colis postaux jusqu'à 10 kilogrammes (avec possibilité de porter cette limite à 20 kilogrammes);
- les services relatifs aux envois recommandés et aux envois avec valeur déclarée.

Pour compenser les charges financières inévitables que constituent les obligations de service universel pour le prestataire dudit service celui-ci bénéficie – et c'est le cas de l'EP&T luxembourgeoise - du monopole de la levée, du tri, du transport et de la distribution des lettres d'un poids allant jusqu'à 50 grammes.

Or, à compter du 1^{er} janvier 2009 les Etats membres ne seront plus autorisés à accorder à des opérateurs, dont l'Entreprise des P&T luxembourgeoise, ces droits exclusifs pour financer le service universel.

Selon la Commission, les Etats membres ne devront plus nécessairement procéder par une désignation obligatoire du ou des prestataires du service universel, mais pourront confier la prestation dudit service aux forces du marché en laissant les soins aux Etats membres de déterminer les régions ou services spécifiques pour lesquels le service universel ne peut être assuré par les forces du marché et en prévoyant l'attribution de marchés publics pour que ces services soient assurés de manière économiquement avantageuse.

Si ces mesures ne devraient suffire pour financer le service universel, la Commission propose que les frais afférents soient supportés par les opérateurs sur le marché, ou, pire encore, que les clients paient les frais par le biais d'une augmentation des tarifs.

Le Syndicat des P&T reste attaché à un service postal universel, garantissant l'accès de tous les citoyens, quelle que soit leur situation géographique, financière ou autre, à des services postaux de qualité, fiable et à des prix abordables. Le service postal universel est un élément essentiel de la communication indispensable pour tout citoyen.

Le Syndicat rappelle que le métier postal, surtout celui de la distribution, se caractérise toujours par une forte activité manuelle et un service à la personne et que le secteur postal constitue un secteur important en matière d'emploi. On estime que dans l'Union plus de 5 millions d'emplois dépendent directement du secteur postal ou y sont étroitement liés.

Or, depuis la libéralisation des services postaux des centaines de milliers de postes de travail ont déjà été supprimés ou remplacés par des emplois précaires ou avec de mauvaises conditions de travail, que ce soit dans les centres de tri, les services de distribution ou dans les bureaux de poste. Les emplois ainsi supprimés auprès des opérateurs historiques n'ont jamais pu être comblés par de nouveaux emplois créés auprès des opérateurs entrants.

Force est toutefois de constater que les études retenues par la Commission pour arrêter ses propositions d'une ouverture totale du marché ne se soient pas intéressées aux répercussions sur la cohésion sociale et territoriale, ni à l'emploi.

Le Syndicat estime que les éléments fournis par la Commission à l'appui de son projet ne permettent, ni de garantir le financement du service universel dans chacun des Etats membres, en particulier pour ceux qui sont confrontés à des conditions difficiles de géographie physique et humaine, ni d'invalider le financement par le biais d'un secteur réservé qui a fait ses preuves d'efficacité et d'équité pour un grand nombre d'Etats membres.

Le Syndicat ne pourra non plus cautionner que les coûts nets résiduels du service universel soient compensés par l'introduction d'une redevance pour les utilisateurs, c'est-à-dire une hausse des tarifs, alors que l'actuel service réservé en tant que tel ne comporte pas de frais spécifiques pour les utilisateurs.

Il se prononce également contre un système « play or pay » dans lequel chaque opérateur a une obligation de service universel de laquelle il peut se défaire en participant au financement du service universel ; force a été au seul Etat membre, en l'occurrence l'Italie, où un tel système a été expérimenté, d'en enregistrer l'échec total.

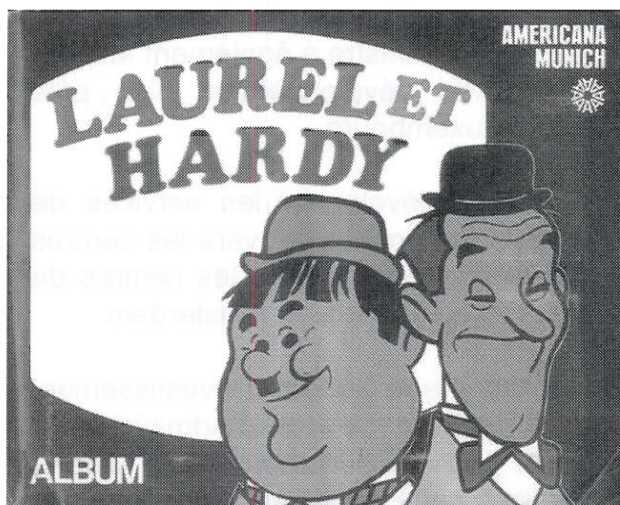
Il en est de même d'un financement du service universel par le biais de subventions publiques ce qui en fait revient à grever les finances publiques à charge, une fois de plus, des utilisateurs/contribuables.

Finalement le Syndicat voudrait relever que les propositions de financement alternatives proposées par la Commission n'ont pas été analysées quant à leur praticabilité et leur efficacité. Les mettre en application dans ces conditions exposerait les Etats membres au risque de se retrouver dans une situation de non-retour où le marché est complètement libéralisé et où le service universel n'est plus garanti.

A la lumière de ce qui précède, le Syndicat revendique le maintien pur et simple du secteur réservé.

Telle a également été l'approche du Ministre des communications, M. Jean-Louis Schiltz lors du Conseil des ministres européens précité.

Le Syndicat ne peut que féliciter le Ministre des communications de sa prise de position qui était dans l'intérêt de tous les utilisateurs, de l'Entreprise des P&T et de son personnel.



Projet Luxconnect

L'Etat se concurrence soi-même

Tout le monde se souvient avoir ri de Laurel et Hardy qui participaient à une vente aux enchères et qui enchérissaient l'un sur l'autre.

Le ministre des Communications vient de réaliser le même exploit en présentant un projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information.

Dans son avis 2006 sur l'évolution économique, sociale et financière du pays, le Conseil Economique et Social (CES) avait constaté que malgré des capacités de connexion aux réseaux internationaux qui, à ce stade, sont suffisantes et de bonne qualité, le Luxembourg n'est pas un pôle d'attraction européen de l'Internet ; les *autoroutes de l'information* ne passent pas par le Luxembourg qui, d'ailleurs, ne figure pas sur la carte européenne du réseau Internet.

Ceci est dû au fait que le volume limité du trafic Internet actuel ne permet pas aux opérateurs installés au Luxembourg de rentabiliser leurs investissements et d'offrir des prix de liaisons internationales à hauts débits qui pourraient concurrencer ceux offerts par d'autres centres européens comme Francfort, Amsterdam, Londres ou Paris.

Une bonne connexion internationale en termes de capacité ne suffit pas pour que le Luxembourg soit perçu comme point d'échange Internet; l'existence de liens multiples et indépendants reliant le Luxembourg aux grands centres européens est tout aussi importante.

En effet, les sociétés misant sur l'Internet ne souhaitent pas être dépendantes d'une seule liaison internationale et d'un seul fournisseur ou partenaire technique. Elles ne s'implanteront au Grand-Duché que si à côté d'autres avantages, notamment fiscaux, elles pourront recourir à de multiples connectivités internationales sécurisées, à la pointe du progrès, de bonne qualité et à bon prix.

Pour attirer vers le Luxembourg de nouveaux clients dans le domaine des technologies de l'information et de communication (TIC), le CES a recommandé au Gouvernement de créer un environnement optimal et, entre autres, de:

- multiplier les connexions et capacités de transmission des réseaux de télécommunications nationaux aux centres européens d'interconnexion de l'Internet mondial ;
- établir un accès direct aux autoroutes de l'information.

Lors de la présentation de l'état de la nation, le Premier Ministre a également fait état de la connectivité internationale dans le cadre du développement d'un pôle d'activités du secteur des communications (TIC) au Luxembourg.

Le Gouvernement s'est ainsi posé le défi de faire développer les services de connectivité au Luxembourg, notamment d'une part la connectivité vers les centres de co-locations luxembourgeois, et d'autre part la connectivité vers les centres de télécommunications européens tels que Londres, Francfort, Paris et Amsterdam.

Comme l'Etat est seul propriétaire de l'EP&T et comme le budget d'investissement de l'EP&T doit expressément être approuvé et par son Conseil d'Administration (dans lequel l'Etat détient une large majorité), et par le Gouvernement ce dernier aurait facilement pu imposer à l'EP&T de réaliser cette infrastructure alternative demandée.

Or, le Gouvernement a décidé, pour des raisons que la raison ne connaît pas, de construire sa propre autoroute de l'information, parallèlement à celles qui existent d'ores et déjà au Luxembourg, en concurrence avec celle des opérateurs établis.

Pour ce faire le Gouvernement a créé une société de droit privé « *LuxConnect* » (499 actions revenant à l'Etat et 1 action revenant à la Société Nationale de Crédit et d'Investissement) et moyennant un investissement de 30 millions d'euros (provenant de la vente des actions Arcelor).

L'EP&T, dans son esprit mercantiliste, avait toujours renoncé à créer une infrastructure parallèle à celle dont elle disposait parce qu'elle craignait que vu la taille réduite du marché luxembourgeois une autoroute de l'information ne permet pas de réaliser les économies d'échelle nécessaires pour rentabiliser l'opération, négligeant de ce fait l'un des 5 principes directeurs de l'Agenda 2007 qui veut que les P&T s'engagent « *à permettre aux entreprises et à la population de disposer de technologies de pointe* ».

Lorsque l'EP&T a appris la création de LuxConnect elle a tout à coup réalisé qu'il s'agit en l'occurrence d'un pilier de croissance futur de l'économie luxembourgeoise et qu'il fallait rapidement agir dans ce domaine afin de positionner le Grand-Duché de Luxembourg comme un lien d'implantation intéressant et performant pour les entreprises de commerce électronique, voire même de faire du pays le centre européen à partir duquel le commerce électronique peut être traité.

L'EP&T a ainsi lancé un programme d'investissement de 70 millions d'euros de sorte que l'Etat dispose dès lors, pour un coût total de 100 millions d'euros, de deux infrastructures qui se font concurrence mutuellement.



Aider les rêves à se réaliser !



La Loterie Nationale distribue l'intégralité de son résultat net
à des institutions d'utilité publique et soutient des projets,
notamment en faveur du sport.

47, route d'Arlon | L-8009 Strassen | Tél. : 22 57 58-1 | www.loterie.lu

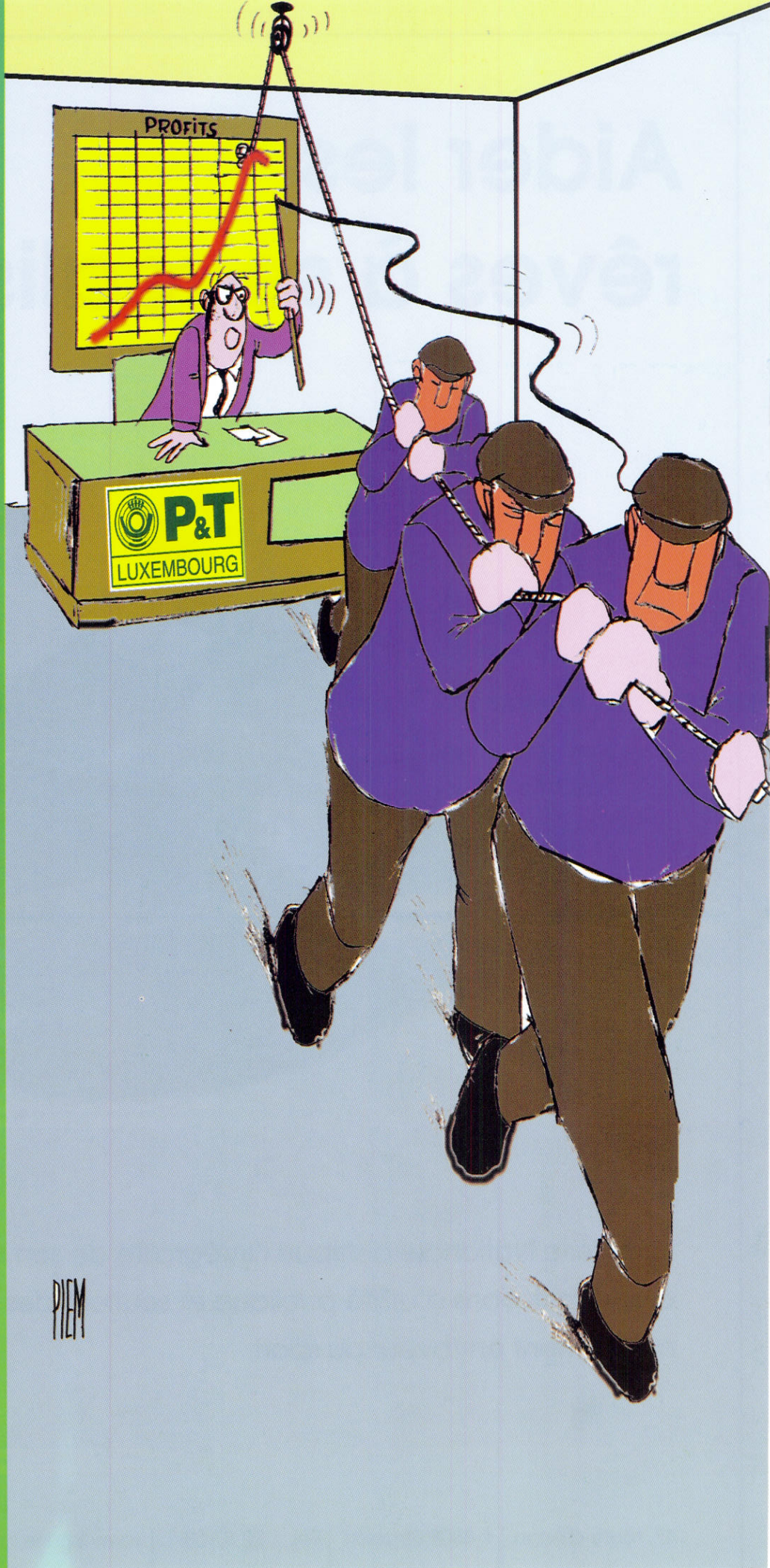


Postfix

Bulletin d'information du Syndicat des P&T
b.p. 623 L-2016 Luxembourg



LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYE
P/S 409



PIEM